



ASSEMBLÉE NATIONALE

17ème législature

Prix de l'énergie et superprofits

Question au Gouvernement n° 1426

Texte de la question

PRIX DE L'ÉNERGIE ET SUPERPROFITS

Mme la présidente . La parole est à M. Thierry Sother.

M. Thierry Sother . 2 euros 25 à Paris, 2 euros 15 à Strasbourg, rupture de stock à Schiltigheim... Partout en France, le prix de l'essence explose. Derrière la hausse des carburants, il y a des conséquences sur les professionnels du social, sur l'infirmière libérale, sur l'artisan, sur le parent isolé, sur la famille qui doit parcourir des kilomètres pour accompagner un enfant à une compétition sportive... Quand le carburant flambe, ce sont toujours les mêmes qui paient l'addition : ceux qui soignent, ceux qui aident, ceux qui travaillent, ceux qui accompagnent, ceux qui vivent loin des centres ! (*Applaudissements* sur les bancs du groupe SOC.) À la veille de ce grand week-end, j'ai vu une grand-mère retraitée comparer sur son cahier les prix à la pompe pour savoir dans quelle station elle se rendrait et si elle pourrait alors aller visiter sa famille. Qui sait combien de personnes ont dû renoncer à voir leur famille ce week-end pour ne pas avoir à se priver durant tout un mois ? Se déplacer devient un luxe tandis que la voiture est encore une nécessité !

De cette crise, il y en a même qui tirent profit ! Le rapport Greenpeace nous apprend que les compagnies pétrolières enregistrent 80 millions d'euros de surprofits par jour à l'échelle européenne ! J'ai bien dit 80 millions de surprofits par jour ! Déjà cinq États – l'Allemagne, l'Espagne, l'Italie, le Portugal et l'Autriche – demandent une taxation européenne des surprofits énergétiques (*Mêmes mouvements*) pour financer des aides aux consommateurs. Mais où est la France ? Les socialistes ont formulé des propositions : chèques ciblés pour les ménages les plus en difficulté et baisse des taxes de l'État sur l'essence, le tout financé par les surprofits de l'État et surtout par la taxation des groupes pétroliers qui profitent de la crise. (*Applaudissements* sur plusieurs bancs du groupe SOC.)

M. Sylvain Maillard . Encore des taxes !

M. Thierry Sother . Mais le gouvernement reste dans l'attentisme au plan national comme au plan européen pendant que les Françaises et les Français, eux, paient l'addition chaque jour un peu plus cher... À Paris, l'exécutif hésite ; à Bruxelles, la France est absente. Quand allez-vous sortir de l'attentisme et dépasser enfin les seules mesures sectorielles ? Allez-vous, au nom de la France, défendre à l'échelle européenne la taxation des surprofits pour que les bénéfices des compagnies pétrolières ne se paient plus par le recul du pouvoir de vivre des Français ? (*Vifs applaudissements* sur les bancs du groupe SOC.)

Mme la présidente . La parole est à Mme la ministre déléguée chargée de l'énergie.

M. Alexandre Dufosset . Et du coup, tout va bien !

Mme Maud Bregeon, ministre déléguée, porte-parole du gouvernement, et ministre déléguée chargée de l'énergie. Tout d'abord, je vais être très claire sur la question de la taxation européenne : le gouvernement n'y

est absolument pas défavorable. Le premier ministre a demandé à l'ensemble des ministres concernés – je pense au premier chef à Roland Lescure, à David Amiel et à moi-même – d'instruire cette proposition à laquelle nous n'avons jamais fermé la porte et qui est à l'étude, je le redis, à sa demande.

Deuxièmement, sur le pouvoir d'achat, vous avez complètement raison : il y a des professions – je pense évidemment aux aides-soignantes et aux aides à domicile – qui sont particulièrement touchées. Là encore, le premier ministre va annoncer un dispositif de soutien supplémentaire dans les jours à venir parce que ces professionnels n'ont pas d'autre choix que de prendre leur voiture pour aller au travail et que la hausse des coûts du carburant pèse lourdement sur leurs capacités à l'exercer ainsi bien sûr que sur leur pouvoir d'achat. Nous l'avons fait pour les secteurs économiques les plus en difficulté. Nous continuerons à le faire spécifiquement pour les Français qui travaillent mais qui ont du mal à boucler les fins de mois parce qu'ils doivent rouler beaucoup.

Nous partageons donc le même constat tant sur la question de la taxation européenne – que nous examinons – que sur le soutien au pouvoir d'achat. Et nous allons continuer à avancer, je l'espère avec vous, dans les jours et dans les semaines à venir.

Mme la présidente . La parole est à M. Thierry Sother.

M. Thierry Sother . Si nous partageons le même constat, il est temps d'agir à l'échelle européenne. Je demande que M. le premier ministre s'engage à ce que la France participe à la taxation des surprofits à l'échelle européenne. (*Applaudissements sur de nombreux bancs du groupe SOC.*)

Données clés

Auteur : [M. Thierry Sother](#)

Circonscription : Bas-Rhin (3^e circonscription) - Socialistes et apparentés

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1426

Rubrique : Énergie et carburants

Ministère interrogé : Porte-parole du Gouvernement et Énergie

Ministère attributaire : Porte-parole du Gouvernement et Énergie

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 8 avril 2026

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 8 avril 2026